

Ce biais anti conservateur inquiétant dont font montre réseaux sociaux et géants de la Tech



Le président américain a organisé jeudi 11 juillet, un sommet afin de dénoncer la partialité et la malhonnêteté des grandes plateformes sociales. À ses yeux, ils favoriseraient nettement le camp démocrate au détriment du sien.

Avec Franck DeCloquement
Avec David Fayon

Atlantico: Donald Trump a organisé un sommet du numérique à la Maison-Blanche ce jeudi 11 juillet : le « Social Media Summit ». Mais il n'y a toutefois pas convié Twitter ni Facebook. Les invités font tous partie de la sphère la plus conservatrice des médias américains. Du fondateur de Project « Veritas », aux activistes Bill Mitchell et Charlie Kirk. Parlant des patrons des grands réseaux sociaux, le Président américain a par ailleurs déclaré sur Fox Business il y a quelque temps que « ces gens sont tous des démocrates ». En quoi peut-on souscrire à cette idée ? Dans quelle mesure y aurait-il un biais « anti-conservateur » chez les géants de la Tech ?

Franck DeCloquement : l'événement apparaît en effet remarquable en raison de ceux qui n'y étaient pas conviés : les représentants de Facebook n'ont pas reçu d'invitation, selon un porte-parole de la firme, et les représentants de Twitter et de Google ne se sont pas présentés dans l'ordre des invités. En définitive, et pour paraphraser un texte d'Alain Léauthier lu récemment dans la presse hebdomadaire française, « la chasse au Trump est ouverte » et n'a finalement jamais cessé de l'être depuis son accession au pouvoir en 2016... Mais le milliardaire fantasque s'est révélé un animal politique retors et beaucoup plus coriace que prévu à défaire, pour ceux qui voulaient à tout prix le clouer au pilori, en pronostiquant très tôt sa prochaine destitution. Et malgré l'exaspération toute sondagière d'une majorité d'américains, cela ne fera pas forcément une majorité dans les urnes – in fine – d'un système électoral pour le moins ubuesque et particulièrement déconcertants aux yeux des Européens que nous sommes...

Fort de ce constat, et d'un socle électoral qui n'aura quasiment pas fluctué durant tout son mandat ; compte tenu de la virulence et de la constance des oppositions contre lui ; Trump n'est pas prêt de lâcher le morceau face à ses adversaires en embuscades. Et à l'occasion de son « Social Media Summit » à la Maison-Blanche, le milliardaire new-yorkais a d'ailleurs évoqué durant ce sommet, ce grand sujet que sont selon lui : « (...) la terrible malhonnêteté, les préjugés, la discrimination et la répression pratiquée par certaines entreprises ». Visant à ce titre très clairement les plateformes sociales telles que Google, Facebook et Twitter. Jugeant dans la foulée que : « les fausses nouvelles ne sont pas aussi importantes ni aussi puissantes que les médias sociaux (...) Nous ne les laisserons pas s'en tirer plus longtemps ».

Le décor est ainsi planté, et ses ennemis désignés par le futur candidat à sa propre réélection. On se souviendra aussi des échanges houleux et rocambolesques entre Trump et Jeff Bezos, patron d'Amazon. Pour mémoire, le plus gros tabloïd américain, qui avait

publié 11 pages sur la relation extraconjugale de Bezos quelques jours après l'annonce de son divorce début janvier, appartenait à American Media Inc (AMI). Un groupe dirigé par David Pecker, proche de Donald Trump, et que celui-ci fréquente depuis le début des années 1990. Régulièrement ciblé par le président américain, Jeff Bezos était jusqu'ici resté relativement imperméable à ses attaques en règle. Mais l'intrusion dans sa vie privée et les techniques utilisées par American Media Inc l'ont depuis convaincu de montrer les crocs.

Donald Trump cherche en réalité la preuve que ses partisans et lui-même ont été marginalisés, et même discriminés par les plateformes des grands médias sociaux, dont les dirigeants, faut-il le rappeler, sont tous – peu ou prou – de fervents démocrates. Très engagé de surcroît sur le plan sociétal intérieur. Le président américain milite donc depuis des mois contre ce que lui et ses plus proches conseillers considèrent comme un effort concerté de censure visant à étouffer les voix conservatrices. En août dernier, après que le théoricien du complot, Alex Jones, ait été largement exclu de Facebook, Apple et Google, Donald Trump avait d'ailleurs intensifié ses critiques : « Ils contrôlent ce que nous pouvons et ne pouvons pas voir », a-t-il ajouté. « C'est une situation très grave, nous allons y remédier ! » Les affirmations du président américain reflètent en définitive les efforts des conservateurs du Congrès qui ont convoqué les dirigeants de Twitter, Facebook et Google pour leur expliquer comment leurs algorithmes pourraient être utilisés fallacieusement pour masquer les efforts délibérés visant à supprimer les voix paléo conservatrices au chapitre.

David Fayon : Au-delà de toute opinion, il y a un fait, le cœur de la tech se situe dans la Silicon Valley en Californie du Nord où 7 des 9 fantastiques (les GAFAM + NATU) ont leur siège social. Et la Californie vote à 80 % démocrate. Il est clair qu'une majorité des acteurs d'Internet en Californie ont soutenu le camp démocrate et Hillary Clinton et non le candidat Trump pour la dernière élection présidentielle. Toutefois, il existe un paradoxe, le fait que Trump, tout en critiquant ces plateformes qui ont leur propre algorithme dans l'affichage des résultats populaires et leur politique de modération, est un très gros utilisateur de Twitter. Il réagit d'abord à chaud, réfléchit ensuite. C'est à l'image du tweet où il se demandait lors de l'incendie de la cathédrale Notre Dame de Paris pourquoi des Canadair n'intervenaient pas pour l'éteindre. Mais comme beaucoup de présidents, il fait passer l'égocratie avant tout y compris en particulier les intérêts à long terme de son pays. En Europe, c'est guère mieux du reste. Tout ce qui permet de faire parler de soi est bon. En ne conviant ni Facebook ni Twitter au Social Media Summit, Donald Trump était assuré d'un buzz mais aussi en écoutant les acteurs conservateurs, il caresse dans le sens du poil son propre camp dans une optique déjà de réélection. Mais cela est un choix calculé et risqué car pour rassembler on a besoin de deux jambes. Il existe aussi le fait que les algorithmes utilisés peuvent supprimer ou reléguer des contenus qui pourraient être favorables aux conservateurs.

En outre, les créateurs de start-up dont certaines deviennent des licornes du fait d'une attractivité de la Silicon Valley et de fonds importants à placer mais pas que (avec aussi la puissance de l'écosystème, la capacité à passer à l'échelle avec un marché américain de 325 millions de personnes plus homogène qu'en Europe, etc.), sont souvent diplômés formés par des universités américaines de type Stanford, Harvard, Berkeley ou MIT, jeunes, démocrates. Ils raisonnent comme expliqué dans le livre *Made in Silicon Valley* (<http://tinyurl.com/numeriqueUS>) par « problème = opportunité de créer un nouveau business » et du même coup, changer le monde pour le rendre meilleur. C'est une croyance forte dans la Silicon Valley où par ailleurs on rencontre beaucoup de transhumanistes et de personnes qui sont convaincus que la technologie permet de nouveaux usages qui rendront le monde meilleur. Toutefois certains développeurs ont reconnu qu'ils ont peut-être été trop loin dans les algorithmes développés pour les réseaux sociaux qui ont pour effet d'augmenter une addiction et une cyberdépendance.

S'il y a bien un biais politique anti paléo conservateurs, comment se manifeste-t-il concrètement sur les plateformes concernées ?

Franck DeCloquement : L'affaire est bien plus subtile qu'un simple « biais », puisque éminemment politique en définitive. Dans une précédente tribune datant d'août 2017 rédigé pour ATLANTICO, nous avons très tôt évoqué les frontières poreuses et troubles entre certains groupuscules extrémistes américains d'un côté, et les ultraconservateurs et proches de Donald Trump de l'autre. Des frontières assez ténues en définitive, au regard de nombreux observateurs. Ils se rejoignent notamment parfois sur des réflexions menées autour du transhumanisme, ou encore certains événements ayant réuni des membres de « l'alt-right » américaine et des figures reconnues de la Silicon Valley. À l'instar du très libertarien Peter Thiel, l'un des fondateurs emblématiques de PayPal et de Palantir, et soutien très actif de Donald Trump pendant sa campagne d'accession à la Maison-Blanche.

Suite aux événements violents survenus à Charlottesville entre suprémacistes blancs et mouvements antiracistes, les géants de la Silicon Valley avaient collégialement décidé de fermer les nouveaux comptes des suprémacistes blancs, et les avaient ainsi empêchés matériellement d'utiliser leurs services en ligne. Et bien au-delà de la cause défendue par « l'alt-right » américaine, les plateformes sociales géantes avaient ainsi procédé à une démonstration de force en direct, révélant ainsi leurs véritables moyens de coercition active vis-à-vis de certains groupes constitués ayant substantiellement contribué à l'élection de Trump. Celui-ci s'en est évidemment souvenu, et a senti très tôt poindre le danger dans la perspective de sa prochaine campagne de réélection. Bien au-delà de la cible choisie par les patrons des GAFAM à l'occasion de cet épisode dramatique, toute légitime qu'elle soit compte tenu des positions souvent extrémistes revendiquées par ces groupes pro-Trump, cette véritable entreprise de « démolition numérique » déployée conjointement par les mastodontes du web après Charlottesville, et à travers des actions massives « de contre », c'est révélée tout à fait sidérante pour l'adversaire. Et cette première démonstration de force dans ses effets pernicieux induits, tout à la fois technologiques, économiques et idéologiques, n'a pas manqué d'interroger en coulisses les stratèges de l'actuel président des États-Unis.

Donald Trump a réitéré jeudi dernier ses violentes attaques contre les géants de la Silicon Valley, appelant à explorer toutes les solutions législatives ou réglementaires possibles pour mettre fin à la « collusion » entre les réseaux sociaux et ses adversaires démocrates : « si j'annonçais demain que je devenais un gentil démocrate, je gagnerais cinq fois plus d'abonnés », a lancé péremptoirement sur la chaîne Fox News Donald Trump. Il y a une quinzaine de jours environ, Twitter avait annoncé qu'il entendait durcir le ton face aux messages de responsables politiques incitant à la violence ou à la haine. Mesures qui pouvaient tout aussi bien s'appliquer à certains tweets véhéments de Donald Trump en personne... Twitter prévoyant en particulier de faire précéder les tweets jugés litigieux d'un message explicatif indiquant qu'ils contreviennent aux règles du réseau social, mais qu'ils sont quand même diffusés dans « l'intérêt du grand public ». Ce qui fait dire évidemment aux paléo conservateurs que les plateformes sociales souhaitent en réalité les museler, dès lors que leur « sémantique » agressive, transgressive ou indécate ne convient évidemment pas aux propos « bons teint » et « politiquement correct » admis par celles-ci dans leurs conditions d'utilisation.

— Pour autant, « Les plateformes sociales en ligne sont les meilleurs outils qui soient pour permettre à toutes les opinions politiques

d'être représentées », affirme de son côté Michael Beckerman, président de « L'organisation Internet Association ». « Les groupes internet ne font preuve d'aucune partialité vis-à-vis de quelque idéologie que ce soit, et les voix conservatrices en particulier ont toujours utilisé les réseaux sociaux avec beaucoup d'efficacité », a-t-il ajouté. Rejetant par-là, les accusations de partialité lancées – en personne – par le locataire de la Maison-Blanche. Rappelons toutefois que « L'organisation Internet Association » compte justement parmi ses membres éminents, Google, Facebook ou encore Microsoft... Le conflit d'intérêts n'est donc pas très loin...

David Fayon : Dès lors qu'une plateforme modère le contenu publié que ce soit manuellement ou via un algorithme, il existe un biais. Toute impartialité relève d'une utopie. Dans le passé des comptes de suprémacistes blancs, du Ku Klux Klan ou de néonazis ont été fermés. La difficulté réside entre juste équilibre à trouver entre liberté d'expression et propos haineux. On le voit aujourd'hui en France, la loi contre les *fake news* ou encore la loi controversée contre la haine sur Internet. En modérant, des contenus acceptables et pertinents sont aussi modérés ou supprimés à tort, c'est le problème des faux positifs.

Les réseaux sociaux, par exemple Twitter, mentionnent par ailleurs des contenus signalés qui peuvent être choquants. Sur Twitter, certains tweets sont partiellement affichés avec un texte sur fond bleu clair et une mention « *Le contenu de ce média est susceptible d'être sensible.* » avec pour l'utilisateur la possibilité de cliquer sur « Voir » s'il veut bénéficier de l'affichage du tweet. Mais ces outils de modération sont loin d'être parfaits.

Mais au-delà des questions de modération, il existe un autre problème, celui de l'interruption du service du fait de pannes, lesquelles sont de plus en plus fréquentes. Les réseaux sociaux comme Facebook, Instagram, Twitter, LinkedIn ou Reddit ont récemment été affectés. Et le fait de ne plus pouvoir accéder à l'information est problématique à l'heure des données en permanence, de l'ubiquité des connexions et du smartphone.

La réflexion que l'on peut avoir est le fait que ceux qui programment et conçoivent les algorithmes reproduisent une façon de penser. C'est globalement la pensée démocrate des Etats-Unis. Si demain, les concepteurs/développeurs conçoivent des algorithmes auto-apprenants capables de gérer eux-mêmes des algorithmes, ces automates hériteront des propriétés premières de leur fondateur et ainsi de suite. Il existera un ancêtre commun aux programmes en vigueur. C'est à la fois fascinant et inquiétant. Mais il convient d'en avoir conscience alors que se profile une double ubérisation des travailleurs, du côté des cols bleus, des singes augmentés avec manipulation de l'ADN, du côté des cols blancs, des algorithmes exploitant intelligence artificielle et *big data*. Le salut de l'homme face à la machine reposera sur les *soft skills* et les domaines où l'Homme gardera l'avantage face à la machine.

Pensez-vous qu'il s'agit d'une menace pour les démocraties occidentales et leur pluralisme politique, que ce soit aux Etats-Unis, en Europe, et en France en particulier ?

Franck DeCloequent : Les contextes politiques que vous évoquez sont très différents et ne peuvent être comparés de manière simpliste. Au nom de « la liberté d'expression sans entrave », les géants de la Tech américaines refusaient jusqu'ici de prendre parti politiquement. Offrant de fait une tribune opportune aux promoteurs des idées les plus extrêmes. Depuis la survenue des événements dramatiques de Charlottesville et les exigences européennes en matière de filtrage des propos antisémites, haineux, propagandistes et violents, de façon inédite, les plus grandes entreprises américaines de l'internet mondial ont cette fois choisi de prendre très ouvertement des mesures draconiennes de « rétorsions numériques ». La plupart des gouvernements européens, à l'image de la France, ont appelé de leurs vœux cette censure en ligne dont ils ont souhaité faire des GAFAM les opérateurs zélés. A tort ou à raison...

Ce sommet pro-Trump organisé à la Maison-Blanche rassemblait plusieurs organisations très conservatrices déplorant régulièrement d'être censurées par les médias sociaux, parmi lesquelles le site « PragerU », qui publie des vidéos aux perspectives très extrêmes droitières, ou encore l'organisation « TurningPoint USA », qui affirme que les universités américaines mettent en œuvre des opérations de « propagande gauchiste ». Pour Daniel Castro cité dans les médias, et vice-président de la Fondation sur les technologies de l'information et l'innovation, le risque majeur d'un tel « sommet » est de donner « à certaines de ces personnalités les plus excentriques, un vernis de légitimité ».

En l'absence des très grands acteurs du secteur de la Tech, l'événement ressemble plus à une grand-messe des doléances et des plaintes des droites paléo-conservatrices, qu'à un véritable sommet, estime de son côté Adam Chiara, professeur de communication à l'université d'Hartford. « Un sommet rassemble d'habitude différents acteurs qui échangent sur les moyens d'arriver à un objectif commun », rappelle-t-il. Mais le pluralisme semblait cette fois aux abonnés absents conformément aux souhaits politiques de Donald Trump. Visées électoralistes obligent...

David Fayon : Nous avons des contextes très différents. Une prise de conscience aux Etats-Unis émerge. Avant, au nom de la liberté d'expression, tout pouvait circuler, la modération était l'exception. Nous avons eu les épisodes terroristes, des événements le 12 août 2017 à Charlottesville en Virginie aux Etats-Unis qui ont fait un mort. Nous avons plusieurs visions du monde, chacune a sa logique, celle du monde occidental avec des variantes entre les latins et les anglo-saxons lesquels règnent avec les GAFA. Nous avons la vision de la Chine très en contrôle des populations. Et d'autres approches en Afrique et en Asie où la vision du temps, de l'expression diffère. La question est plus de savoir qui gagnera la guerre des plateformes, les GAFA ou les BATX, les équivalents chinois ou si la France et l'Europe ne peuvent pas réagir avec le développement encore timide de nos propres outils – c'est également un enjeu de souveraineté numérique – plutôt que d'être spectateur face à ce combat de géants numériques qui, *in fine*, n'est pas sain pour notre démocratie et notre liberté d'expression.

On peut constater sur les médias sociaux que les extrêmes sont bien représentés mais aussi que la viralité suit des règles dans le choix des images et des photos, l'heure et le canal de publication, etc. La menace n'est pas toujours là où on la croit. Et plus que jamais, il est important de faire preuve de discernement et de jugement car avec les outils gratuits, le produit c'est l'utilisateur lui-même. On en a eu un avant-goût avec le scandale Cambridge Analytica qui a affecté Facebook l'année dernière.